

La production de connaissance
dans les groupes locaux
d'agriculteurs

Le schéma conducteur des actions traditionnelles de vulgarisation-développement a deux caractéristiques majeures ; il est individualisant et diffusionniste :

* individualisant : le sujet est l'agriculteur, « chef d'exploitation » (à moins que ce ne soit l'exploitation elle-même). On cherche à provoquer des changements dans l'exploitation et pour cela à persuader l'exploitant.

* diffusionniste : les agriculteurs sont « récepteurs » de messages techniques ou économiques. On cherche à « diffuser » des techniques, à les faire appliquer.

Les tentatives pour améliorer la vulgarisation-développement, en particulier pour limiter ses effets de ségrégation, se situent en aval de ces évidences. Or, on peut présumer que ce sont justement ces dernières qui sont en cause. Ces premières observations sont à l'origine de nos recherches d'alternatives (DARRÉ, 1996). C'est en effet à ces caractéristiques que nous attribuons les faiblesses des actions de développement habituelles – effets sélectifs, souvent non souhaités, coûts élevés, découragement des agents, etc.

Il est certain qu'actuellement nombre d'organisations ou d'agents de développement cherchent ou expérimentent des alternatives qui visent à échapper aux caractéristiques traditionnelles, c'est-à-dire moins individualisantes, ou moins diffusionnistes, ou les deux.

Il est difficile cependant de sortir des schémas en quelque sorte imposés par les faits : par exemple, que les innovations viennent plus souvent des développeurs que des agriculteurs ; que, dans tous les cas, certains agriculteurs sont plus réceptifs, plus dynamiques que d'autres, et qu'il est plus économique de s'adresser à ceux-là, en espérant que l'innovation se diffusera ensuite (selon le schéma bien connu de la « diffusion des innovations » [ROGERS, 1962]).

À ce modèle de la « diffusion des innovations », je propose de substituer celui de la « construction sociale de l'innovation ». J'exposerai d'abord l'ensemble des éléments qui constituent ce modèle alternatif, qui vise à rendre compte des processus d'introduction d'une innovation dans un milieu social, et à suggérer par là des orientations d'action. Dans un second temps, je reprendrai chacun de ces éléments pour en expliciter le contenu. La dernière partie apportera

des indications sur les études empiriques réalisées à partir de ce modèle, et évoquées auparavant à titre d'exemple.

LES PROPOSITIONS QUI CONSTITUENT NOTRE MODÈLE

* Nous abordons le phénomène social d'innovation (techniques, productions, échanges) au moment de sa naissance dans un milieu d'inter-connaissance, et non sur de grands milieux sociaux et sur de longues durées.

* Il n'y a jamais simple application d'une technique d'origine extérieure à un groupe local : une adaptation est toujours nécessaire.

* La mise en œuvre d'une technique nouvelle s'accompagne nécessairement d'une adaptation des idées, des façons de concevoir l'innovation et de l'évaluer, autrement dit d'une activité de production de connaissance : la sociologie du changement technique est une sociologie de la connaissance (pour l'action).

* Cette activité de connaissance est une activité sociale, collective.

* Le lieu central de cette activité est ce que nous appelons le groupe local, notion qui répond à la définition suivante : les membres ont des activités semblables dans des conditions voisines ; ils sont quotidiennement « à portée de dialogue » ; il se reconnaissent comme membres du groupe dont ils donnent une définition à peu près commune (en compréhension et en extension).

* Cette activité porte sur le système de normes locales, relatives aux façons d'agir et de penser, qui est à la fois contrainte et ressource pour les membres du groupe local.

* Les matériaux de cette activité sont fournis (sur la base d'une expérience suffisamment partagée) par : la culture locale (y compris la culture de l'environnement social du groupe localisé) ; les expériences antérieures, individuelles ou partagées ; les expériences actuelles, individuelles ou collectives ; les informations et influences d'origine extérieure au groupe, en particulier par le moyen des multi-appartenances.

* Il y a une « aptitude collective », variable, à mener cette activité. Cette aptitude varie selon la morphologie du réseau de dialogue et d'inter-influence du groupe et selon le nombre et la variété des multi-appartenances des membres du groupe.

Le choix de définition de l'objet

Ce choix comporte plusieurs dimensions dont, de façon centrale, l'étude des microphénomènes sociaux : là où les choses, concrètement et de façon visible, se produisent. Il s'agit, selon l'expression de R. Collins – dans un ouvrage consacré aux « microsociologies » *in* KNORR-CEITNA et CICOUREL (1981) – d'explorer « la manière dont les réalités sociales se construisent » (*micro-translation as a theory-building strategy*).

* C'est privilégier l'étude des processus, *versus* la recherche de corrélations entre des phénomènes sur de grandes étendues. C'est, de ce fait, privilégier le terrain comme moyen de constitution de données, plutôt que le papier. C'est aussi prendre quelque distance avec les sociologies qui visent à décrire des phénomènes de société dans leur globalité – comme la sociologie traditionnelle française (Durkheim) ou le fonctionnalisme américain (Parsons, Merton) – au profit d'une sociologie proche de l'ethnologie ou de l'anthropologie.

* C'est, du point de vue des méthodes, recourir à des études de cas *versus* des moyens statistiques, ce qui n'exclut pas la formalisation. Les moyens de l'analyse de réseau en donnent une illustration.

* C'est chercher l'explication de la relation entre deux phénomènes, explication que ne peut pas fournir la corrélation statistique. Par exemple, la relation entre le niveau de formation et la propension à faire appel au conseil technique n'a de sens que resituée dans son contexte.

La corrélation statistique permet d'énoncer des lois, ou des règles de comportements individuels ou collectifs, éventuellement de prévoir l'apparition de phénomènes. Mais, comme le souligne Max Weber, de telles régularités ne fournissent pas, en elles-mêmes, les moyens de comprendre le pourquoi de la relation, les moyens de l'expliquer (WEBER, 1971)¹. Il s'agit de substituer au « parce que » de l'observateur et de l'après-coup le « parce que » du sujet, ses évidences.

* C'est situer le but de la recherche, moins proche de la prévision qui est censée aider les dirigeants à décider, et plus près de l'action quotidienne des intervenants. C'est se donner pour but, plutôt que de dire « ce qui va se passer », de proposer des moyens d'analyse des situations.

1. Chapitre 1.
Sur ce point, et en même temps sur le statut méthodologique des études de cas, voir DARRE (1991) et MITCHELL (1983).

Un travail d'adaptation est toujours nécessaire

La prescription est toujours insuffisante et, par quelque côté, non pertinente. On peut dire autrement : la science n'est pas la théorie de la pratique. À cela, deux ordres de raisons sont avancés :

* au plan matériel, on ne peut jamais tout prévoir ; jamais toutes les situations possibles ne peuvent être envisagées, ni dans le déroulement des opérations (ex : répartitions des temps de travaux), ni dans le contexte (ex : climatique). Des ajustements sont toujours nécessaires ;
* l'autre ordre de raisons, beaucoup plus important, se situe au plan des idées ainsi qu'il apparaît de façon particulièrement évidente lorsque l'innovation technique est d'origine technico-scientifique. Dans le monde de la recherche et des mises au point techniques, l'acte final est la prescription. L'exemple est donné par le paquet d'informations relatif à une innovation. Ce monde n'est pas le même que celui des pratiques matérielles, où l'acte final consiste non plus à dire et à montrer, mais à faire. Cela implique que les « praticiens » n'ont pas simplement à transformer des paroles ou des symboles (la prescription) en opérations matérielles : ils ont à transformer un paquet constitué par des conceptions théoriques associées à la prescription en un autre paquet constitué par des conceptions associées à des façons d'agir, et aptes à conduire les façons d'agir. Et cette transformation concerne, dans le même mouvement, la forme de l'activité matérielle et la façon de la concevoir, de la justifier.

Cela introduit la troisième proposition.

L'adaptation des idées s'associe au changement matériel de technique

« L'innovation » (le paquet d'information) n'arrive pas sur un terrain vide : il y a un système de pensée existant, associé aux pratiques matérielles actuelles, et qui en assure la maîtrise.

L'adoption matérielle d'une pratique nouvelle fait suite à un premier ajustement des idées. Je prendrai pour exemple l'installation d'une culture fruitière (le pommier) dans un douar du Moyen-Atlas, au Maroc (DARFAOUI, 1994 a)². S'agissant d'anciens pasteurs nomades, dont l'activité est partagée entre l'élevage ovin et des cultures annuelles, essentiellement vivrières (céréales et maraîchages, la seule culture pluri-annuelle étant la luzerne) on conçoit que l'installation d'arbres fruitiers à longue durée de vie et à destination presque exclusivement de vente ait de quoi ébranler les formes habituelles des pratiques matérielles, en même temps que les conceptions qui leur sont associées. En témoigne le fait que ces agriculteurs ont refusé d'installer les plants distribués en 1950 par les services de vulgarisation dans

2. Cf. une version abrégée dans DARFAOUI (1994 b).

leurs terres cultivées, les reléguant, comme des baies sauvages, le long des cours d'eau (les plantations dans les exploitations agricoles n'ont commencé que près de trente ans plus tard, en 1978-1979). Ce fut une première étape. Après l'installation des pommiers, ou, en termes plus généraux, après l'adoption d'une innovation, le processus d'ajustement des idées se poursuit. Cela conduit aux observations suivantes.

La question majeure pour nous n'est pas de savoir comment des connaissances scientifiques (ou d'origine scientifique) sont assimilées, mais de comprendre selon quel processus les formes de connaissance présentes sont remaniées. Les réponses à cette question supposent un détour dont les questions portant seulement sur les processus d'assimilation des connaissances scientifiques font l'économie. Ces dernières questions placent au centre de la réflexion le discours d'origine scientifique. Or, nous pouvons connaître le discours scientifique sur tel domaine à travers des documents publiés, et il existe une vaste littérature sur les processus – universels – d'apprentissage. Mais seule l'étude de terrain peut nous donner accès aux formes de connaissance des praticiens, chaque fois uniques.

Comme je l'ai indiqué au début de ce paragraphe, l'installation d'une technique nouvelle s'opère selon deux processus, en partie distincts dans le temps. Le premier est l'adoption matérielle, qui peut exiger un travail plus ou moins important d'ajustement des idées. Éventuellement, on se contente de la garantie apportée par ceux qui, autour de soi, ont adopté la nouvelle technique et qui en sont satisfaits. Le deuxième est l'acquisition de la maîtrise, par ajustement des conceptions.

a. Il existe une façon de concevoir les choses et de les évaluer qui s'est constituée avec la pratique matérielle actuelle, et qui en assure la maîtrise.

b. L'introduction de la technique nouvelle précède l'ajustement des idées. Il y a donc dans un premier temps perte de maîtrise, dans la mesure où le système de pensée actuel n'est pas pertinent pour la pratique nouvelle.

c. Le système de pensée pertinent se construit avec, d'une part, les informations d'origine extérieure associées à la pratique nouvelle et, d'autre part, l'expérience et l'activité réflexive sur les façons de penser habituelles induites par l'expérience nouvelle.

La figure 1 résume cette succession.

L'introduction des pommiers chez les agriculteurs du douar marocain fournit un bon exemple de ce processus. L'ensemble de leurs pratiques, avant le pommier, concerne des cultures où les principales parties de la plante, sinon la plante entière, constituent le produit

consommable, et où la plante – ou en tout cas sa partie aérienne, s’agissant de la luzerne – disparaît avec la récolte. Les effets attendus de la fertilisation ou des produits sanitaires sont attribués au fruit récolté, avec lequel la plante se trouve confondue, matériellement et conceptuellement. Une telle conception suffit à leur assurer la maîtrise de ces cultures. Projetée sur le pommier, elle conduit à considérer la seule relation fumure (ou traitement)-fruit: d’une part, «les engrais ne sont apportés qu’en année où les agriculteurs constatent qu’il y a assez de fruits sur leurs arbres», et «à une période se situant entre la nouaison et la maturité»; d’autre part, «en années de faible production, les agriculteurs laissent les arbres sans aucun traitement (contre l’oïdium, le carpocapse, les pucerons et araignées rouges), quoique les produits existent en stock chez certains d’entre eux» (DARFAOUI, 1994 a : 86-87).

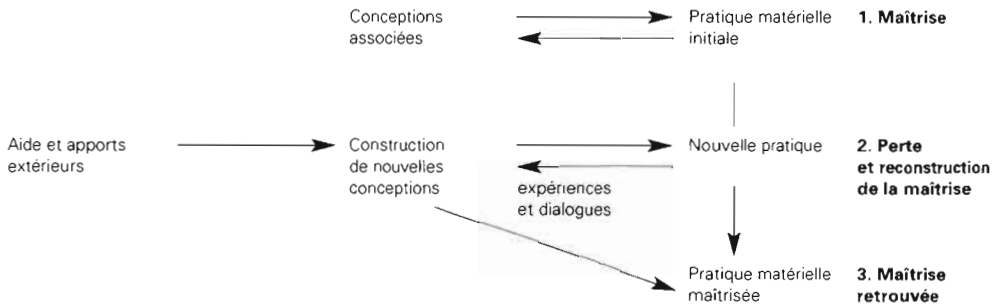


Figure 1

Processus de construction d’une maîtrise technique.

Le même processus, intégrant cette fois l’amorce de la phase de récupération de maîtrise, a été analysé chez des éleveurs du nord de la France, à propos de nouvelles techniques d’alimentation des vaches laitières (DARRÉ, 1985 ; 1986).

La nécessité de la reconstruction conceptuelle par les praticiens est liée à ce que, à la suite de PRIETO (1975), on peut appeler la question du point de vue: la pertinence d’un énoncé ne doit pas être rapportée aux choses, mais au point de vue du sujet. Ce point de vue est objectivement situé, défini par la nature et la forme des activités, et par la position dans un système social.

Cette observation ouvre tout un champ à l’étude des malentendus, difficultés, etc. dans les dialogues entre agriculteurs et techniciens ou chercheurs, ou entre n’importe quels sujets qui parlent de ques-

tions de travail sans faire le même travail. Le technicien, le chercheur ou l'agriculteur ont des activités différentes, des points de vue différents et ne parlent pas des mêmes choses. Je dirais, en reprenant une distinction de BENVENISTE (1974), que si les mots désignent sans ambiguïté les mêmes objets, le sens que les interlocuteurs leur confèrent n'est pas le même pour les uns et les autres. Ce sens, ces formes de connaissance reposent en particulier sur des systèmes de classement – et s'analysent comme tels : un technicien et un agriculteur désignent sans équivoque les variétés de blé, mais divergent sur les façons de les classer, c'est-à-dire sur les traits qui les distinguent ou les associent.

Une activité de production des connaissances collective et sociale

« Penser est de bout en bout une activité sociale », dit GEERTZ (1986). Il ajoute qu'on pense dans la rue, au café, au cours des repas, le long des chemins.

Cette activité est une activité de construction du sens donné aux mots, aux choses, aux actes. Le produit, c'est donc une façon de connaître la réalité et de s'y retrouver, de savoir quoi faire³.

Cette forme de connaissance constitue le cadre des choix individuels : on décide selon la conception que l'on a des choses. Cette connaissance sociale, cette « culture », ne dit donc pas ce que chacun va faire, mais définit seulement le cadre conceptuel des choix opérés. L'analyse des situations en termes de connaissance, c'est-à-dire aussi en termes socio-anthropologiques, relègue au second plan – sans toutefois en contester la pertinence – les questions relevant des motivations ou des intérêts individuels. Les uns et les autres s'expriment en effet sous des formes culturellement déterminées : nos goûts alimentaires, nos plaisirs, nos désirs mais aussi nos souffrances, nos espoirs et les hiérarchies de nos intérêts prennent les formes de nos appartenances culturelles. Cette façon d'aborder les choses en termes de connaissance – de production sociale de connaissance – rend bien évidemment insuffisantes les théories de l'action isolant les choix et décisions de l'individu du contexte social dans lequel ils s'élaborent⁴.

Cette activité est rendue possible par le dialogue. Il a une double fonction :

* la première fonction voulue par les interlocuteurs, intentionnelle, consiste à échanger des expériences, des informations, à exercer une influence pour introduire une variante nouvelle dans les normes locales existantes ;

3. BAKHTINE (1929) considère les mots comme sièges de « lutttes pour le sens ».

4. Voir : l'individualisme méthodologique - de K. Popper (les phénomènes sociaux sont l'effet d'agrégation des actes individuels), notion propagée en France en particulier par BODON (1979). Sur les relations entre non plus les choix, mais les processus de pensée individuels et la culture, voir l'ouvrage d'un des plus importants chercheurs en intelligence artificielle, J. BRUNER (1990).

◊ tout dialogue est le moyen ou le moteur de l'activité réflexive sur le langage courant. Le sens est constamment remis en cause, déstabilisé par les mouvements successifs de malentendus et d'ajustements, d'une part, et par les mises en cause délibérément introduites dans les façons courantes de nommer les objets, de les classer et de les évaluer, d'autre part. Par exemple, en Normandie, dans le pays d'Auge, région de prairies naturelles naguère réputées, la culture et la conservation en ensilage (conservation humide) du maïs plante-entière sont devenues le symbole de la modernité technique, tandis que la pâture et le foin sont l'apanage des vieux et des exploitations condamnées. Quelques jeunes agriculteurs mettent en cause ces conceptions : « Ne peut-on pas avoir un avenir avec des prairies pâturées ? » (COQUEREAU et COQUEREAU, 1994).

Selon la thèse de certaines philosophies se réclamant du marxisme, les réponses, individuelles ou collectives, aux situations sont entièrement déterminées par les circonstances. Elles seraient donc, idéalement, prévisibles. Ce que nous proposons d'étudier, c'est comment des humains ou des groupes d'humains créent de l'imprévisible, quelles conditions sont favorables ou défavorables à cette activité de production de connaissance pour l'action, et comment – pour reprendre une distinction de Karl Marx, opposant conditions et détermination – ils inventent de l'imprévisible dans les conditions matérielles, économiques, etc. qui sont les leurs.

Le lieu central de cette activité est le groupe local

L'affirmation de Geertz (cf. *supra*) invite à se poser la question de savoir quel est le siège de cette activité de pensée, où cela se passe, non pas en termes de lieux – le café, la maison ou les champs –, mais en termes d'unités sociales. Pour ce qui nous concerne ici, la question est de savoir au sein de quel type d'unité sociale se produit et se transforme une culture technique.

La réponse tourne autour de la définition du « groupe local ». Cependant, selon les sociétés, ce groupe répond à des définitions différentes, que l'on peut dans un premier temps réduire à deux « types idéaux ».

Dans les sociétés industrielles, comme la France d'aujourd'hui où une partie seulement du village est constituée de familles où l'on exerce, au moins partiellement, une activité agricole, et où la plupart des autres habitants ne sont en rien liés à cette activité, même par des liens de parenté, la vie professionnelle agricole est séparée de la vie sociale de l'ensemble du village – pour autant que cette vie sociale existe –, et il convient de distinguer un « groupe profession-

nel local». La définition de ce GPL – activités semblables, possibilité habituelle de dialogue, connaissance des limites du groupe et de sa propre position – s'applique à tout groupe professionnel, par exemple à une équipe dans une entreprise. Dans les situations où toutes les familles des villages sont liées à l'agriculture, c'est-à-dire où il n'y a pas émergence d'un groupe professionnel distinct au sein de la population locale, la notion de GPL n'est pas pertinente, et il vaut mieux parler de groupe local, étant entendu cependant que ce groupe, de même que le GPL, n'est pas constitué par l'ensemble des habitants du village, mais seulement par ceux qui conduisent l'exploitation, c'est-à-dire d'une façon générale les chefs de famille. GL ou GPL sont des constructions liées à la définition de fonctions précises : échanges et inter-influences sur les questions de travail. Il ne s'agit donc pas de faire renaître les mythes de «l'unité paysanne» ou des «solidarités locales», souvent dénoncés⁵. Cela n'implique pas non plus une idée d'égalité entre les membres composant le groupe⁶.

Le mouvement du système de normes local

Nous associons au GL (professionnel ou non) un système de normes. La notion de norme est conçue comme couvrant, à la fois, les règles d'action (« on ne sème pas paille blanche sur paille blanche») et les conceptions qui expliquent et justifient ces règles d'action.

D'autre part, s'il est vrai que les normes sociales sont contraignantes pour qui souhaite garder sa position dans le GL, elles doivent leur pérennité (relative) au fait qu'elles constituent également des ressources pour s'y retrouver et savoir quoi faire. Tout système de normes a, de ce point de vue, les mêmes propriétés que les systèmes de normes que sont les langues : les mots et les règles syntaxiques imposent la contrainte en même temps qu'ils offrent la ressource (GIDDENS, 1981).

Contrairement à une vision commune, relayée par certaines formes de structuralisme ou de culturalisme, les normes ou systèmes de normes ont pour caractéristiques centrales leur mouvement incessant : «Le système synchronique n'a pas de réalité, comme dit Bakhtine à propos de la langue, et n'a d'autre rôle que celui de jalon reposant sur une convention et servant à enregistrer les déviations qui se produisent à chaque instant dans la réalité» (BAKHTINE, 1929). Le mouvement implique que la norme n'est pas nécessairement une, mais recouvre plutôt un système de variantes, la norme unique n'étant qu'un cas particulier. Le mouvement de la norme, c'est celui des variantes qui s'opposent sur un fond commun de conceptions, fond commun transformé lui-même, à terme, par le mouvement des variantes.

5. Voir en particulier GERVAIS *et al.* (1976).

6. Voir à ce sujet l'étude pionnière sur les réseaux sociaux de BARNES (1954), ainsi que SIMMEL (1964).

Examinons l'exemple de la culture de blé dans le Lauragais dans les années quatre-vingt :

* fond commun, le couple associé :

variétés anciennes —> on ne traite pas contre les maladies

variétés nouvelles —> il faut traiter ;

* variantes : certains ont adopté de nouvelles variétés, et de ce fait traitent ; d'autres en sont restés aux variétés anciennes, et de ce fait ne traitent pas : les deux variantes sont socialement marquées (à peu près selon l'opposition gros/petits), mais les deux sont acceptables dans le GPL. Cependant, un agriculteur (petit) met en cause le fond commun en annonçant qu'il va essayer de semer une variété nouvelle et de ne pas la traiter ;

* ce qui produit ce mouvement, qui en fournit l'énergie est le désir de certains membres du groupe d'introduire une variante nouvelle dans le système local, et de convaincre les autres membres du groupe que telle pratique pourrait être acceptable. Cela en réalité implique un double désir : introduire la variante ; maintenir sa place et sa position dans le groupe.

Celui qui n'a pas de place dans le GL, ou qui a une appartenance de rechange, n'a rien à faire de la norme locale, et n'a aucun désir de la changer.

Les normes n'agissent pas sur les individus, pas plus que n'agissent la culture ou toute autre abstraction. « On voit mal comment la culture [...] peut exercer une influence, sauf en tant que constituant définissable d'individus humains en relation d'interaction réciproque. En dernière analyse, ce sont ces individus qui réagissent à d'autres individus et s'influencent réciproquement » (cité par DEVEREUX, 1985 [1945]). Les normes ne sont pas non plus source d'un simple « conditionnement », dont l'auteur serait « la société » (DURKHEIM, 1966).

Les matériaux de l'activité de production de connaissance pour l'action

Sur la base d'une expérience plus ou moins partagée (activités semblables), les matériaux ou origines de l'activité de production de connaissance sont constitués par les éléments suivants :

* la culture locale (y compris la culture de l'environnement social) ;

* les phénomènes de contiguïté ;

◊ l'expérience et la réflexion d'un membre du groupe ;

◊ les informations d'origine extérieure introduites par un ou des membres du groupe (en particulier par l'effet des multi-appartenances).

Par phénomènes de contiguïté, j'entends, par exemple, les relations de groupe à groupe par voisinage géographique. Un GL n'est jamais

fermé : parmi les membres d'un groupe d'agriculteurs d'une commune, certains ont des relations suivies avec des agriculteurs des communes voisines, les membres d'une équipe dans une entreprise avec ceux d'autres équipes, etc.

Il s'agit là de relations entre groupes de même nature, dont il est nécessaire de distinguer les appartenances à des groupes de statut ou de nature différents. Par exemple, un agriculteur peut être membre d'un groupe de vulgarisation, d'un club de football, peut appartenir au conseil municipal, il est en relation assez dense, orale et écrite, avec les agents des organisations de développement, etc. Les multi-appartenances tiennent une place essentielle pour l'apport de matériaux nouveaux dans la réflexion d'un GL. La notion de multi-appartenance s'oppose à l'idée commune que ce qui distingue une société dite « traditionnelle » d'une société « moderne », c'est le sentiment des individus d'appartenir à leurs groupes primaires (*Gemeinschaft*) versus, dans le second cas, celui d'appartenir à « la société » (*Gesellschaft*) (TÖNNIES, 1977 [1887]).

D'un côté on le déplore, au nom des racines, de la terre, des sagesses ancestrales – on en voit les dérives avec l'idéologie nazie dans la *Volkskünde* allemande (BAUSINGER, 1993) ; de l'autre, on s'en félicite, comme d'une libération, croyant être de gauche et n'étant qu'ignorant...

Nos sociétés ne se distinguent pas par ce glissement d'appartenance – nous avons tous nos *Gemeinschaft* – mais par la quantité des multi-appartenances possibles pour un individu et des multi-appartenances dans un groupe local (ELIAS, 1981 [1970]).

L'exercice de cette activité suppose une aptitude collective et variable

Les possibilités ou capacités d'un groupe à produire des réponses aux changements ne dépendent pas simplement des conditions économiques et politiques qui lui sont imposées par son environnement. Elles dépendent aussi de son aptitude propre, liée à ses caractéristiques propres. Cette aptitude varie selon deux facteurs :

- * la morphologie du réseau de dialogue et d'inter-influence au sein du GL :
- * la quantité et la variété des multi-appartenances de ses membres.

En France, ces deux caractéristiques sont liées. Par exemple, l'étendue et la quantité des appartenances sont corrélées à la densité du réseau de dialogue comme à d'autres caractéristiques indiquant l'intensité de la coopération des idées. En revanche, dans les GL observés au Maroc ou en Algérie, ces deux caractéristiques sont indépendantes. Les liens hors douar sont en effet dominés par les liens lignagers, et par les milieux de travail hors agriculture (souvent associés au lignage)⁷.

7. Ces études de réseaux de dialogue sont conduites à l'aide des moyens descriptifs de l'« analyse de réseaux ». Voir en particulier l'ouvrage de ROGERS et KINCAID (1981), où sont décrits les principaux concepts et certains moyens de traitement, ainsi que DARRÉ et LE GUEN (1992).

Nos travaux de terrain, réalisés en majorité en France, mais aussi pour quelques-uns au Maroc, en Algérie et en Argentine, portent sur l'analyse de dialogues entre chercheurs et agriculteurs, ou entre agents de développement et agriculteurs (DARRÉ *et al.*, 1994 ; DARRÉ, 1985). Ils visent à explorer les difficultés d'inter-compréhension liées aux écarts de « points de vue » ; ils portent également sur l'expérimentation d'un dispositif de développement visant à tester nos hypothèses sur les fonctions des GPL ; et, enfin, sur la morphologie des systèmes de dialogue et d'inter-influence, au sein de GPL, associés en particulier aux conditions sociales d'exercice des fonctions du GPL. C'est sur ces recherches, conduites en termes d'analyses de réseaux, que portera ce paragraphe⁸.

Le terme de « réseau » ne désigne pas une catégorie sociale : c'est un moyen de description de formes sociales, en l'occurrence la morphologie des systèmes de relations de dialogues au sein de GPL ou GL. Ces études (une cinquantaine d'études de cas réalisées actuellement en France) ont pour objectif :

- * de vérifier et de montrer l'existence réelle des groupes professionnels locaux avec leur fonction centrale : la coopération (non intentionnelle) pour l'adaptation continue des normes locales d'action ;
- * de vérifier et de préciser l'hypothèse d'une relation entre les formes des réseaux de dialogue au sein des GPL ou GL et l'aptitude de ces groupes à transformer le système des normes locales, en réponse aux changements de situation (ex : apparition d'une innovation) et à gérer la diversité en fonction des situations et de choix individuels.

Vérifier l'existence des GPL et leurs fonctions

Dans le contexte de l'Europe occidentale, la thèse selon laquelle la modernité se caractérise par le fait que les individus appartiennent à la société et non plus à des communautés restreintes (l'opposition *Gesellschaft/Gemeinschaft* de Tönnies) est devenue un lieu commun sociologique. De ce fait, la démonstration de l'existence et des fonctions des GPL n'allait pas de soi. Cette existence s'est trouvée attestée, dans une cinquantaine d'études de cas, de deux façons. En premier lieu, par la conscience de l'existence du groupe et par la connaissance partagée de ses contours. En second lieu, par la mise en évidence de variantes locales, propres à tels ou tels GPL ou GL, au sein d'entités sociales plus vastes, homogènes du point de vue des conditions naturelles, de l'histoire et de l'environnement économique.

8. Sur l'ensemble de ces recherches, voir en particulier DARRÉ et LE GUEN (1986) et DARRÉ *et al.* (1994).

Ces formes originales sont un produit du GPL ou GL. Les limites sociogéographiques et la morphologie d'un tel groupe, qui constituent ses caractéristiques de producteur et d'utilisateur, sont définies par la répartition des liens de dialogue sur des questions de travail. En termes d'enquête, cette répartition est donnée par la collection des réponses à la question : « Avec quels autres agriculteurs parlez-vous de questions de travail ? » (à quoi s'ajoutent des questions sur leurs interlocuteurs hors-groupe et non agriculteurs). Dans la pratique d'enquête, on explore, dans une première phase d'observation et d'entretiens avec quelques agriculteurs, les débats en cours, qui portent notamment sur l'introduction de nouveautés techniques. On enquête ensuite systématiquement auprès de tous les agriculteurs du site, avec des questions à propos de chacun des débats repérés, à peu près sous la forme : « Certains agriculteurs ici ont adopté telle pratique, est-ce que vous en avez discuté autour de vous, et avec qui ? »

On part d'une hypothèse sur les limites sociogéographiques du GPL. Le travail de terrain bénéficie en France de l'institution communale, qui, dans la grande majorité des cas, conserve une existence sociale et sociopolitique réelle (établissement des taux de certaines taxes, gestion du foncier, etc.), au moins pour les agriculteurs. Cependant, il se trouve souvent aussi que certains agriculteurs, ou certains hameaux, apparaissent membres de GPL de communes voisines, ou que, à l'inverse, certains agriculteurs de communes voisines soient liés à la commune étudiée. C'est l'enquête systématique auprès de tous les agriculteurs de la commune, avec d'éventuels débordements hors de ses frontières, qui décidera, au bout du compte, des limites sociogéographiques effectives du GPL. (Ces enquêtes sont réalisées dans presque toutes les régions en France. Dans certaines régions montagneuses, c'est la vallée qui constitue l'unité de départ, comme l'illustrent les études réalisées dans le Cantal.)

L'association entre un espace géographique et administratif et une configuration sociale est telle qu'un groupe d'agriculteurs semble garder sa pertinence dans d'autres régions du monde, au vu des résultats de travaux réalisés en Algérie, au Maroc et en Argentine⁹. Cependant, cette localisation des GPL peut se trouver perturbée, plus souvent que ce que l'on observe en France : importance des liens de parenté, dispersion géographique (déplacement de tribus ou de parties de tribus pour cause de guerres, à la suite de décisions politiques, ou de dynamiques d'installation), agriculteurs qui résident en ville.

La réalité du groupe local, en même temps que sa fonction de producteur de normes d'actions, est attestée, en second lieu, par la mise en évidence de configurations particulières du système de normes, au sein d'un milieu de culture technique plus vaste : ce par quoi le

9. En Algérie, un travail a été réalisé dans un massif forestier avec élevage (Beni Salah) au sud d'Annaba (Inra-SAD, Gerdal, Cnearc, 1991, non publié) ; au Maroc, plusieurs enquêtes ont été menées dans la région de Meknès et au Moyen-Atlas (École nationale d'agriculture de Meknès). L'une de ces études, de Md DARFAOUCI (1994 a et b), a été publiée et est citée ici. En Argentine, les enquêtes portent sur le front pionnier des Missions.

groupe local manifeste à la fois son appartenance à une entité sociale plus vaste, et son originalité au sein de cette entité.

Ces systèmes locaux de normes, dont le groupe est à la fois producteur, propriétaire et usufruitier, peuvent être observés par opposition aux normes d'actions connues dans une région. C'est le cas dans la commune du Lauragais à propos des variétés de blé et des principes de traitement. Mais le constat de localisation des normes est bien plus spectaculaire lorsque l'on compare deux villages appartenant au même ensemble social, agroclimatique et économique, et aussi semblables que possible en tous points. C'est le cas en pays d'Auge : dans l'une des communes, les prairies naturelles sont considérées dans l'ensemble du GPL comme relevant du passé, et sont en voie d'abandon, alors que dans une localité voisine, elles représentent pour l'ensemble des membres du GPL un des moyens d'alimentation des bovins, et de ce fait sont toutes exploitées (COQUEREAU et COQUEREAU, 1994). Ce même phénomène est observé par PILLOT et SIBELET (1994) dans deux communes de la même région des Comores, à propos de la gestion des surfaces fourragères (cf. également une étude de RUALLT [1992] dans les Vosges).

Dans tous les cas, les oppositions internes aux GL et GPL sont associées à des différences morphologiques : c'est l'objet du paragraphe suivant.

Morphologies et capacités collectives d'adaptation

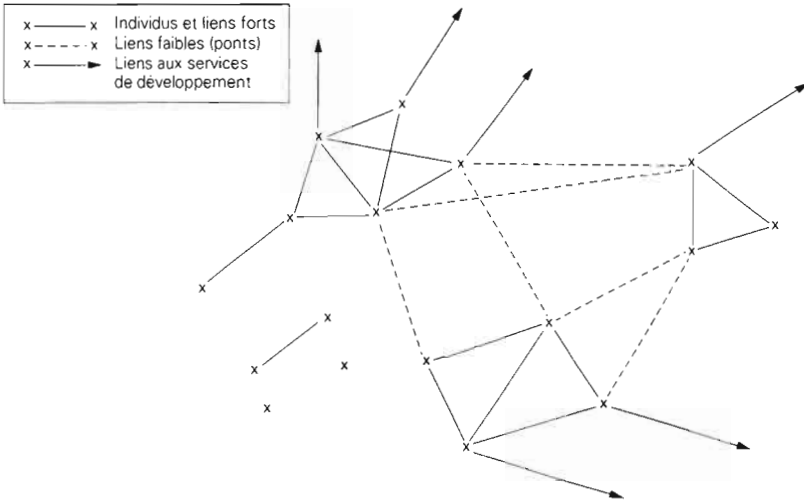
Rappelons l'hypothèse énoncée *supra* : il y a une relation entre la capacité d'un groupe local à produire, renouveler, adapter les normes locales sur les façons de concevoir et d'agir – en particulier dans les cas d'apparition d'innovations – et la morphologie du réseau de dialogue, associée à la diversité des pluri-appartenances dans le groupe.

Cette hypothèse, cependant, ne dit rien des formes favorables ou défavorables à cette créativité : la validité de l'hypothèse (jusqu'à preuve du contraire...) passe donc par la mise au jour de ces formes.

À la suite des études de cas réalisées en France, quatre types de GPL ont été dégagés. Ils se définissent du point de vue morphologique interne selon trois traits : le nombre et la visibilité des grappes (on définit les grappes comme parties «tricotées serrées» du réseau); l'existence de ponts (liens de dialogue entre grappes) entre ces grappes; la densité (nombre de liens effectifs dans le groupe, par rapport au nombre de liens possibles) des liens de dialogue. La densité est pour le principal dépendante des deux autres traits.

Figure 2

Groupe professionnel local (GPL) de type 1.



Type 1 — Il y a au moins deux grappes visibles (peu hiérarchisées dans le GPL), des ponts entre les grappes, et généralement une densité supérieure à celle des autres types (fig. 2).

Ces GPL sont, à la fois, les plus créatifs pour apporter des réponses aux innovations pertinentes et les plus capables de « gérer » la diversité des choix individuels au sein du groupe. Les figures ci-dessous schématisent les différents types de GPL¹⁰.

Type 2 — Il se caractérise par une grappe unique, ou très fortement dominante, par l'absence de ponts, des « dyades » de voisinage ou de parenté, beaucoup d'isolés.

Ce type de morphologie est associé à une source d'informations et de vision du métier unique – les services officiels de développement –, propre à la grappe dominante. Ce sont des groupes très peu créatifs : la grappe dominante impose le modèle officiel, qu'elle suit sans critique (fig. 3).

Type 3 — Intermédiaire entre les types 1 et 2 : il y a deux grappes, mais l'une est très dominante, et on y trouve peu ou pas de ponts. Une étude de cas comportant une exploration de l'histoire du réseau local (RUAULT, 1992) fait apparaître ce type comme historiquement intermédiaire entre une morphologie de type 1 et une morphologie de type 2, ce que l'on peut aussi considérer comme une dégradation du tissu social local.

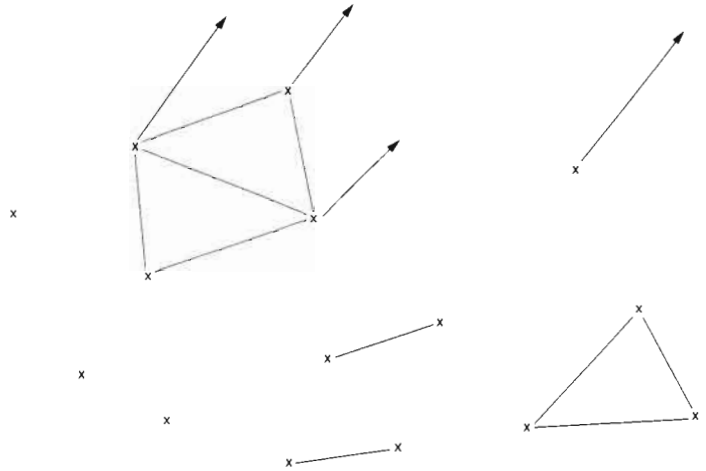
Type 4 — Morphologie dispersée : pas de grappes, densité très faible, les relations des agriculteurs sont dispersées hors du site. On ne peut proprement parler de GPL.

Pour la France, cette typologie est opérationnelle : les cas nouveaux rencontrés y trouvent leur place et nos recherches s'orientent vers

10. Ces schémas représentent des « idéal-types ». On trouvera des schémas de cas observés dans DARRÉ *et al.* (1989).

Figure 3

Groupe professionnel
local (GPL)
de type 2.



l'étude des liens entre ces systèmes de relations et les organisations ayant une forme juridique (associations diverses, groupements d'achat de matériel, coopératives, etc.).

Cependant, quelques études réalisées en Algérie et au Maroc donnent à penser que ces types sont seulement l'expression d'un système déterminé de relations sociales, ou qu'ils représentent des variantes au sein de ce système. Les études réalisées par l'ENA de Meknès font apparaître des morphologies constituées de grappes avec de nombreux liens « en étoile », soit autour du groupe des chefs de lignage, soit composées d'agriculteurs ayant la même activité hors agriculture (dans le cas étudié par DARFAOUI [1994 a et b], il s'agit du commerce du bétail, dominé par les deux plus riches notables de la zone). D'autre part, l'étude commencée en Algérie et qui n'a pu être poursuivie faisait apparaître, suivant les cas, plusieurs rôles joués par les sages dans le GL: ils peuvent être soit introducteurs d'innovations, soit simples « portiers », en réponse aux sollicitations d'autres membres du GL. Cela conduit à l'hypothèse de deux organisations superposées: « l'officielle », autour des *k'bars* (les « grands »), et un réseau de dialogues d'une autre forme.

CONCLUSION

Ces recherches ont pour origine une observation critique des pratiques du développement et de leurs effets, et une interrogation sur les conceptions qui les expliquent et les justifient. Elles ont pour but de proposer d'autres analyses des phénomènes sociaux relatifs aux

changements de pratiques, et en particulier à l'apparition d'innovations. Il s'agit aussi d'envisager des alternatives aux méthodes de développement – pour autant qu'on poursuive l'objectif de donner au plus grand nombre possible d'agriculteurs les moyens de continuer ce métier dans des conditions convenables à leurs yeux. En effet, si le but est de sélectionner les agriculteurs les plus « performants », les méthodes habituelles conviennent tout à fait. La conception d'un dispositif de développement que l'on puisse tester dans les conditions habituelles d'activité des agents figurait donc en droite ligne dans nos perspectives. L'appui apporté à des institutions de développement pour la mise en place de ce dispositif constitue donc l'un des volets de nos recherches.

L'organisation du dispositif que nous avons conçu et mis en œuvre avec les organisations de développement repose en premier lieu sur le fait que le sujet de l'action n'est pas l'exploitant (et sa famille), ni un ensemble d'individus agrégés, mais le GPL. D'autre part, la « question du point de vue » invite à considérer que les problèmes n'ont pas pour origine les choses, mais la conscience des sujets, et que des méthodes précises et des savoir-faire sont nécessaires pour aider les membres d'un GPL à formuler leurs problèmes afin de traiter ces problèmes-là, au lieu de les inviter à adopter ceux des chercheurs, agents de développement ou dirigeants.

Les résultats se mesurent en premier lieu aux critères suivants :

- ♦ proportion d'exploitants participants ;
- * réalisations et part des exploitants y ayant participé. Accroissement des capacités collectives à discuter et à négocier au dehors du GPL ;
- * modifications, au sein du GPL, tendant à l'accroissement des liens de dialogue (vers le « type 1 »).

Des résultats positifs, nettement plus élevés que ceux atteints par les méthodes habituelles de développement, ont été obtenus¹². Les échecs sont liés soit à des facteurs internes aux GPL, en particulier des systèmes de relations en crise, soit, plus souvent, à des difficultés institutionnelles : absence de soutien des employeurs des agents, hostilité et pressions des équipes départementales de développement, mécontentes au sein de l'équipe « Gerdal », parfois également manœuvres de notables locaux.

12. La fréquentation évolue entre 50% et 80% : les réalisations sont, de façon spectaculaire, nombreuses, souvent importantes pour les intéressés, et mobilisent une proportion élevée (parfois la quasi-totalité) des membres du GPL : la densification des liens de dialogue apparaît toujours. Sur les bilans de ces expériences, voir RUAULT (1996), *Cahiers du GERDAL* n° 4 (1984), n° 6 (1985), n° 13 (1990), *Agriscopes* n° 7 (1986) édité par l'ESA d'Angers, DARRÉ *et al.* (1994).

Références bibliographiques

- BAKITINE (M.), 1977 [1929] — *Le marxisme et la philosophie du langage*. Paris, Minuit.
- BARNES (J. A.), 1954 — Class and Committees in a Norwegian Island Parish. *Human relation*, 7: 39-51.

- BAUSINGER (H.), 1993 [1971] — *Volkskunde ou l'ethnologie allemande*. Paris, Maison des sciences de l'Homme.
- BENVENISTE (E.), 1974 — *Problèmes de linguistique générale*. Paris, Gallimard, t. 2.
- BOUDON (R.), 1979 — « Déterminismes sociaux et liberté individuelle ». In : *Effets pervers et ordre social*, Paris, Presses Universitaires de France, 2^e édit. : 187-252.
- BRUNER (J.), 1990 — ... *Car la culture donne forme à l'esprit*. Paris, Eshel.
- COQUEREAU (A.), COQUEREAU (F.), 1994 — « Déprise agricole et systèmes de relations professionnelles locales en Normandie ». In DARRÉ (J.-P.), éd.
- DARFAOUI (M.), 1994 a — Réseaux de dialogue et dynamique des pratiques agricoles. Le cas d'un douar du Moyen-Atlas. *Cahiers du GERDAL*, 18.
- DARFAOUI (M.), 1994 b — « Forme des réseaux de dialogue et structures sociales au Maroc : le cas d'un douar du Moyen-Atlas ». In DARRÉ (J.-P.), éd.
- DARRÉ (J.-P.), 1985 — *La parole et la technique. L'univers de pensée des éleveurs du Ternois*. Paris, L'Harmattan.
- DARRÉ (J.-P.), 1986 — La production sociale de la pensée technique chez les éleveurs et agriculteurs français. Paris, MSH, *Production Pastorale et Société*, 18 : 137-148.
- DARRÉ (J.-P.), 1991 — Des catégories aux configurations : les conditions d'analyse des processus d'inter-influence dans l'agriculture. *Économie Rurale*, 201 : 6-11.
- DARRÉ (J.-P.), éd., 1994 — *Travail. Idéologies. Pratiques*. Toulouse, Erès.
- DARRÉ (J.-P.), 1994 — « Pairs et experts dans l'agriculture ». In DARRÉ (J.-P.), éd.
- DARRÉ (J.-P.), 1996 — *L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance*. Paris, Karthala, coll. Hommes et Sociétés.
- DARRÉ (J.-P.) HUBERT (B.), LANDAIS (J.), LASSEUR (J.), 1994 — Les raisons d'un éleveur. *Études Rurales* : 131-132.
- DARRÉ (J.-P.), LE GUEN (R.), 1986 — L'élaboration des modèles de vie et de travail en agriculture. *Agriscopes*, 7, Angers, ESA.
- DARRÉ (J.-P.), LE GUEN (R.), 1992 — *Méthode des études « réseaux et normes » dans l'agriculture*. Polycopié Gerdal, 10 p.

- DARRÉ (J.-P.), LE GUEN (R.), LEMERY (B.), 1989 — Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture. (Colloque SFER «Les nouvelles technologies : quels impacts sur l'agriculture et l'agro-alimentaire?» Paris, 21 et 22 septembre 1988). *Économie Rurale*, 192-193: 115-122.
- DEVEREUX (G.), 1985 [1945] — «Fondements logiques des études de culture et personnalité». In: *Ethnopsychanalyse complémentariste*, Paris, Flammarion.
- DURKHEIM (E.), 1966 — *Éducation et sociologie*. Paris, PUF.
- ELIAS (N.), 1981 [1970] — *Qu'est-ce que la sociologie?* Paris, Pandora.
- GEERTZ (C.), 1986 — *Savoir local, savoir global*. Paris, PUF.
- GERVAIS (M.), JOLLIVET (M.), TAVERNIER (Y.), 1976 — *Histoire de la France rurale*. Paris, Le Seuil, t. 4.
- GIDDENS (A.), 1981 — «Agency, institution, and time-space analysis». In KNORR-CETINA (K.), CICOUREL (A. V.), eds.
- KNORR-CETINA (K.), CICOUREL (A. V.), eds, 1981 — *Advances in social theory and methodology. Toward an integration of micro and macro-sociologies*. Boston, Routledge and Kegan Paul.
- MITCHELL (J. C.), 1983 — Case and situation analysis. *The Sociological Review*, 31 (2): 191-211.
- PILLOT (D.), SIBELET (N.), 1994 — *Proximité de systèmes de production et reprises techniques. Examen de la pertinence d'un concept à partir d'un cas d'innovation aux Comores*. Communication au symposium «Recherches Système en Agriculture», Montpellier.
- PRIFTO (L. J.), 1975 — *Pertinence et pratique. Essai de sémiologie*. Paris, Minuit.
- ROGERS (E.), 1962 — *Diffusion of innovations*. New York, Free Press.
- ROGERS (E.), KINCAID (D. L.), 1981 — *Communication networks. Toward a new paradigm for research*. New York, Free Press.
- RUault (Cl.), 1992 — Dynamique des pratiques agricoles et relations professionnelles locales. Étude comparative de deux villages du plateau Lorrain-Vosges. *Cahiers du GERDAL*, 16.
- RUault (Cl.), 1996 — *L'invention collective de l'action*. Paris, l'Harmattan.
- SEMEL (G.), 1964 [1922] — *Conflict and the web of Affiliation*. New York, Free Press.
- TÖNNIES (F.), 1977 [1877] — *Communauté et société*. Paris, Retz.
- WEBER (M.), 1971 [1956] — *Économie et société*. Paris, Plon.